

L'évolution de l'image du Québec aux États-Unis

Marc Boucher

Volume 18, numéro 1, 1999

Symposium : L'américanité du Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040154ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040154ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Boucher, M. (1999). L'évolution de l'image du Québec aux États-Unis. *Politique et Sociétés*, 18(1), 151-164. <https://doi.org/10.7202/040154ar>

NOTES

L'ÉVOLUTION DE L'IMAGE DU QUÉBEC AUX ÉTATS-UNIS

Marc Boucher

Ministère des Relations internationales du Québec

Il est frappant de constater à quel point l'image que les États-Unis se font du Québec a évolué au cours du dernier quart de siècle. Depuis l'élection du Parti québécois en 1976, qui avait fait craindre aux Américains l'apparition d'un régime cubain au nord de sa frontière, l'opinion à l'égard du Québec est devenue plus conforme à la réalité. L'image d'un Québec moderne, ouvert sur le monde, libre-échangiste, démocratique et fier de ses spécificités et de son caractère franco-phone, a peu à peu réussi à prendre forme chez nos voisins du Sud.

Le Québec ne sera jamais sur l'avant-scène médiatique aux États-Unis, mais chaque fois qu'un événement politique d'importance qui nous touche est rapporté dans les médias américains, la connaissance du Québec fait des progrès. Par exemple, la couverture approfondie du grand débat référendaire de 1995 dans les médias américains a constitué un véritable processus d'éducation en ce qui concerne les réalités politiques et économiques du Québec.

Cependant, les États-Unis ne peuvent avoir une image monolithique du Québec. Si la dernière campagne référendaire a pu faire naître dans l'opinion américaine une certaine reconnaissance de la légitimité des revendications historiques du Québec, la levée de boucliers du reste du Canada à son endroit, a en revanche suscité des craintes, frôlant parfois l'agressivité, dans la presse et dans l'opinion publique. Mais là encore il faut apporter les nuances et les distinctions nécessaires à la compréhension de ce que sont, dans toute leur diversité et leurs paradoxes, les éléments qui contribuent au développement de l'image du Québec aux États-Unis. Ils varient beaucoup, et l'image diffère grandement en fonction des régions ou du milieu qui la véhicule.

C'est pourquoi nous ne tenterons pas d'élaborer de grandes théories pour expliquer ce qu'est devenue l'image du Québec aux

Marc Boucher, Ministère des Relations internationales, Gouvernement du Québec, Édifice Hector-Fabre, 525, boul. René-Lévesque Est, Québec (Québec), Canada, G1R 5R9.

Courriel : marc.boucher@mri.gouv.qc.ca

États-Unis en cette fin de siècle. Nous nous concentrerons plutôt sur les divers milieux américains qui, selon leurs moyens et objectifs respectifs, nous donnent certains aspects de la perception générale. Ainsi, nous adopterons une approche plus pratique et collée aux diverses facettes de l'image du Québec chez nos voisins américains. Nous verrons d'abord le rôle des spécialistes des questions québécoises et canadiennes et l'influence des médias, pour ensuite aborder les perceptions du milieu des affaires et de la finance à l'endroit du Québec. En guise d'illustration, nous traiterons par la suite de la question linguistique et de l'importance du rayonnement culturel et du tourisme dans les perceptions de nos voisins du Sud à l'égard du Québec.

LE RÔLE DES SPÉCIALISTES DU QUÉBEC ET DU CANADA

Même s'ils sont assez peu nombreux, les spécialistes des questions québécoises et canadiennes exercent une influence considérable sur la définition des politiques américaines et sur l'attitude des milieux économiques à l'endroit du Québec. On les retrouve dans les universités, les *Think Tanks*, les milieux des affaires et de la finance, au sein du gouvernement et au Congrès américain. Même s'ils appartiennent le plus souvent à l'un de ces milieux, ils se promènent aisément de l'un à l'autre et peuvent servir plus d'une institution à la fois. La majorité d'entre eux s'intéressent également à d'autres régions du monde et à d'autres domaines, ce qui leur procure une compréhension plus équilibrée de la situation québécoise. Ils saisissent bien, pour la plupart, la légitimité des revendications historiques du Québec et même s'ils craignent parfois l'intensité de ces revendications; ils souhaiteraient voir le reste du Canada y répondre de bonne foi pour trouver une solution à long terme à la crise. Le plus important, c'est l'influence qu'ils exercent sur l'attitude éventuelle des Américains lorsqu'ils sont consultés par les décideurs politiques, les médias et les milieux des affaires et de la finance. Par ailleurs, le gouvernement fédéral canadien a vite compris ce phénomène et a mis sur pied des mécanismes et des programmes lui permettant d'«accompagner» ces spécialistes des questions canadiennes dans leur approche.

Mais avant d'aborder de front cette question, nous comparerons les attitudes des spécialistes des milieux intellectuels (universités et centres de recherche, dits *Think Tanks*) et celles des fonctionnaires de l'administration gouvernementale.

LE MILIEU UNIVERSITAIRE ET LES *THINK TANKS*

Ce sont d'abord des spécialistes universitaires de la langue et de la littérature qui ont diffusé l'image d'un Québec en transformation profonde lors de la Révolution tranquille. Déjà au début des années 1960, alors que les autres disciplines des sciences sociales projetaient souvent l'image d'un Québec folklorique et refermé sur lui-même, les professeurs de lettres et de langues faisaient découvrir à leurs étudiants un Québec en transformation, ouvert, dynamique, moderne et qui voulait participer pleinement au XX^e siècle. Ces pionniers, souvent très engagés et toujours bien informés des derniers développements au Québec, ont eu une influence importante sur leurs collègues des autres disciplines, et aujourd'hui cette image est reflétée dans la vaste majorité des cours universitaires qui traitent du Québec.

Dans les disciplines des sciences sociales, c'est depuis le milieu des années 1970 que se sont développées les études québécoises. Au départ, le corps professoral spécialisé dans les études canadiennes et québécoises était surtout composé de Canadiens anglais qui avaient d'autres domaines de spécialisation mais à qui, faute de ressources, on confiait des cours sur le Canada. Par conséquent, ils avaient souvent tendance à projeter les mœurs et l'image du Canada d'après-guerre et, donc, d'avant la Révolution tranquille. De plus, les cours traitaient rarement du Québec comme une entité valable pouvant être abordée de façon distincte.

Il est certain que le climat politique au Québec à partir des années 1970 et l'évolution du débat national ont contribué de façon importante au développement des études québécoises. Cependant, un des éléments catalyseurs les plus déterminants en ce sens relevait d'un phénomène entièrement américain. Depuis les années 1980, une nouvelle relève américaine, formée en études canadiennes au Canada et aux États-Unis, est venue se joindre à ce groupe de spécialistes et est à même de donner une vision proprement américaine du Canada et du Québec. Il faut d'ailleurs constater l'importance des études québécoises. On forme présentement des enseignants et analystes aptes à diffuser une image du Québec qui colle à la réalité, ce qui facilite la compréhension que les Américains ont du Québec et favorise le dialogue et les échanges harmonieux. Souvent bilingues, ces nouveaux spécialistes américains voient en général la question du Québec sous un angle moins émotif et plus centré sur les intérêts américains. Ils comprennent, pour la plupart, la légitimité des revendications constitutionnelles du Québec même s'ils préfèrent un Canada fort et uni. Étant Américains, ils sont de plus en plus appelés à jouer un rôle d'analystes et de conseillers auprès des médias, des milieux d'affaires et des décideurs politiques. Par exemple, le programme d'études canadiennes au *School for Advanced International Studies* (SAIS) de l'Université John Hopkins à Washington, a contribué à la formation

de spécialistes des affaires canadiennes qui travaillent dans l'administration et au Congrès américain, à l'*Association for the Canadian Studies in the United States* (ACSUS) et même au sein de certains *Think Tanks* américains. Certains travaillent à l'ambassade du Canada ou dans les consulats canadiens aux États-Unis et dans les consulats américains au Canada. À cet égard, l'importance de ces programmes vis-à-vis des décideurs n'est plus à démontrer.

Mentionnons également l'exemple de Joseph Jockel qui dirige le programme des études canadiennes à St. Lawrence University dans l'État de New York. Après avoir été professeur au SAIS, où il a souvent été appelé à commenter dans les médias la politique canadienne et québécoise (dans les deux langues), il a par la suite créé un *Canada Project* au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), *Think Tank* de Washington hautement coté. C'est la seule institution du genre qui consacre un poste à temps plein à un programme de recherche sur le Canada et son directeur a lui aussi étudié au SAIS. Il est d'ailleurs frappant de constater à quel point ce dernier travaille en harmonie avec les autorités canadiennes.

Depuis le milieu des années 1970, le gouvernement du Québec collabore avec le milieu universitaire américain. Il aide à la création de cours, organise des conférences et des tournées de spécialistes, participe à des congrès, à des colloques et à des séminaires, appuie la publication de recherches sur le Québec et encourage d'autres initiatives très variées. Fier de son indépendance d'esprit, le milieu universitaire américain tient mordicus à préserver sa liberté académique. Par conséquent, les autorités québécoises ont dû inventer de nouvelles formules de collaboration.

Le Québec ne fait que commencer à connaître les *Think Tanks*. Se situant entre l'université et le monde politique, ces institutions exercent une influence considérable sur la définition de la politique étrangère des États-Unis. Avec les spécialistes universitaires, ce sont eux que les médias et les décideurs américains consultent lorsqu'ils doivent traiter d'un problème ou d'une situation concernant le Québec. Dispensés des tâches administratives reliées à l'enseignement, ils se consacrent pleinement à leurs recherches et à leur travail de représentation. On les considère également comme des « gouvernements en attente », car c'est dans ce groupe que l'on puise les dirigeants d'une administration présidentielle à la recherche de candidats. Nous pourrions mentionner des centaines d'exemples, mais citons simplement celui de l'actuelle secrétaire d'État, Madeleine Albright, qui, avant d'être nommée ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU par le président Clinton, dirigeait le *Center for National Policy*, un *Think Tank* de Washington spécialisé en politique étrangère. Ainsi, ce n'est pas par hasard que les gouvernements québécois et canadien portent une attention particulière à ces spécialistes du Canada, membres de ces institutions.

LE CONGRÈS ET LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

Au sein de l'administration américaine, les affaires canadiennes ne sont pas l'apanage exclusif du secrétariat d'État. On retrouve des spécialistes de ces questions dans un grand nombre de ministères et d'agences du gouvernement. Au secrétariat d'État bien entendu, mais aussi à la *Central Intelligence Agency* et à la défense, au commerce, à l'environnement, aux transports et dans de nombreux autres ministères ou organismes. En plus de faire défiler périodiquement des experts en affaires canadiennes – recrutés dans les universités et les *Think Tanks* – devant les comités des affaires internationales de la Chambre des représentants et du Sénat pour faire rapport sur la situation canadienne et québécoise, le Congrès américain peut recourir à des spécialistes permanents bilingues pour la plupart qui, en plus de répondre à des demandes très précises sur le Canada et le Québec, préparent régulièrement des rapports (*briefing books*) sur divers aspects des politiques canadiennes et québécoises pour le compte de la Bibliothèque du Congrès. Ces fonctionnaires de carrière se font généralement très discrets, surtout au sujet de la question québécoise et de ses répercussions sur les intérêts américains. Moins influencés qu'auparavant par le parti au pouvoir, ils sont généralement très bien renseignés sur l'évolution de la situation Québec-Canada.

L'ACTION DU GOUVERNEMENT CANADIEN AUPRÈS DE SPÉCIALISTES DES AFFAIRES CANADIENNES AUX ÉTATS-UNIS

Le gouvernement fédéral porte sans contredit une attention particulière au travail des spécialistes américains des affaires canadiennes. Au niveau universitaire, il a aidé au développement de la connaissance du Canada par la mise sur pied de programmes et de cours dans des domaines d'études reliés au Canada, par la création de l'Association des études canadiennes à la fin des années 1960 et par des programmes de bourses, de recherche, d'échanges et autres. Ainsi, il réussit admirablement à diffuser une image du Canada conforme à sa vision, soit celle d'un grand pays multiculturel, qui s'étend d'un océan à l'autre, un pays où les diverses cultures minoritaires sont protégées par Ottawa. Cette action, qui est de plus en plus ciblée sur le terrain, oriente donc de façon importante l'opinion américaine à l'égard du Québec, surtout quand il s'agit de l'unité nationale.

Profitant des nombreux liens entre Washington et Ottawa, qui se sont d'ailleurs multipliés de façon exponentielle depuis octobre 1995, pour faire valoir la « communauté de destin » qui unit les deux pays,

les autorités canadiennes, tout comme certains éditorialistes canadiens-anglais très renommés, aimeraient bien obtenir un appui ouvert de la part des leaders d'opinion américains dans leur croisade contre leurs ennemis souverainistes. Mais le milieu universitaire, bien que généralement en faveur d'une solution négociée entre Québec et Ottawa, demeure prudent et ne veut surtout pas devenir le porte-parole d'un gouvernement étranger.

Par ailleurs, les autorités américaines font preuve de la même prudence. Même si les déclarations du président Bill Clinton et du secrétaire d'État Warren Christopher, lors du dernier référendum, semblaient pencher en faveur des thèses fédéralistes, le fameux « mantra » américain « nous profitons de bonnes relations avec un Canada fort et uni, mais le problème constitutionnel canadien doit être réglé au Canada » tient toujours lieu de politique officielle du gouvernement américain. Il est clair que celui-ci préfère ne pas avoir à affronter l'accession du Québec à la souveraineté, mais il comprend que, pour de nombreuses raisons politiques et diplomatiques, il ne doit pas s'en faire un ennemi. Les remarques à l'appui du « mantra », de la secrétaire d'État Madeleine Albright, lors de son passage à Hull et à Ottawa, au printemps 1998, ont reconfirmé cette position, en dépit de la forte pression exercée par Ottawa pour l'infléchir. Les autorités américaines refusent de compromettre leurs intérêts futurs et réservent toujours leur position, parce que leur intérêt actuel est d'agir ainsi. Il est extrêmement difficile de savoir en quels termes cependant les hauts dignitaires américains et canadiens abordent la question québécoise. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils sont très discrets à cet égard.

LA PERCEPTION DES MÉDIAS

En général, sur le plan de la culture et du tourisme, les médias américains sont assez bien disposés envers le Québec. Plus précisément depuis les vingt dernières années, la façon de le voir a considérablement évolué et les retombées de la Révolution tranquille sont des faits maintenant reconnus, que l'on approuve ou non ses politiques, on transmet du Québec l'image d'une société moderne et nord-américaine qui doit s'attaquer aux problèmes complexes du XX^e siècle. De plus, comme nous l'avons dit précédemment, on a pu voir les médias, pendant la campagne référendaire, opter pour une couverture relativement équilibrée, qui a sensibilisé le public américain à la question et lui a permis de prendre conscience de la légitimité des revendications constitutionnelles du Québec. Cependant, il est malheureux de constater que, depuis le choc du dernier résultat référendaire, le message lancé par les médias américains relativement à la

situation politico-économique du Québec est au mieux descriptif et généralement plutôt négatif.

Nous pouvons citer ici quelques exemples de reportages et d'articles chocs. Mentionnons tout d'abord la couverture par CNN «des émeutes et l'assaut de l'Assemblée nationale par une foule en délire» (juin 1998) et de «l'exode forcé de plusieurs éléments d'une minorité anglo-québécoise opprimée» (décembre 1997). Rappelons également l'émission 60 minutes du réseau CBS, qui ridiculisait la mise en application de la politique linguistique du Québec à Montréal (printemps 1998) et l'article très désobligeant intitulé «*The Quebec Quandary*» publié dans le célèbre *National Geographic* (mars 1997). Ajoutons les nombreux articles particulièrement négatifs du *Boston Globe* sur le Québec, exposant un Montréal en déclin économique, parlant de bombes qui ont explosé «partout au Québec» pendant la guerre des motards et des politiques linguistiques «qui violaient la liberté d'expression des anglophones du Québec». À certains égards, l'image que les médias américains donnent du Québec depuis les deux dernières années est généralement chaotique et désastreuse. Dès que l'on aborde des questions reliées à la langue ou la question constitutionnelle, que l'on associe régulièrement aux problèmes économiques de Montréal, on a tendance à tomber dans l'exagération. On cite souvent, par exemple, un taux de chômage de «plus de 20 %» à Montréal. Il n'était donc pas surprenant de lire à la une du *Boston Globe*, lors du passage de «Mission Québec» dans cette ville, en mai 1998, sous la direction du premier ministre Bouchard, un article qui faisait un lien très clair entre la souveraineté du Québec et «l'oppression sociolinguistique des Anglo-québécois» ou «politico-économique des autochtones».

Sans prétendre pouvoir expliquer les raisons fondamentales de cette attitude, soulignons tout d'abord que, malgré un effort d'équilibre pendant la campagne référendaire, les dirigeants et journalistes de ces médias penchent nettement en faveur des perceptions du Canada anglais à l'endroit du Québec, et cela en raison de la sympathie naturelle qu'éprouvent les Américains à l'égard du Canada anglophone. De plus, comme ce fut la norme pendant plusieurs années, ce sont souvent des Canadiens anglais qui résident aux États-Unis (p. ex. : Morley Safer qui a fait le reportage de *60 minutes*) ou des Canadiens anglais qui vivent au Canada (Ian Darragh qui est l'auteur de l'article du *National Geographic*) qui sont chargés de produire des reportages concernant le Québec. Mais cela n'explique pas tout. Le ton et l'angle adoptés par un journaliste face à un événement touchant le Québec peuvent varier non seulement en fonction du sujet (tempête de verglas ou débat linguistique), mais aussi en fonction de la personnalité du journaliste lui-même et des opinions et préjugés que lui ou ses patrons attachent au débat entre le Québec et le Canada. Ainsi, Howard Schneider, en poste à Toronto pour le

Washington Post, fournira d'un même événement, une couverture beaucoup plus équilibrée que celle que l'on retrouve dans les articles d'Anthony de Palma du *New York Times* ou dans le *Boston Globe*.

Les services d'information américains consultent et utilisent abondamment les ressources médiatiques du Canada anglais et reprennent souvent des analyses qui y sont faites sans préciser leur origine canadienne-anglaise. Dans le cadre de la dynamique Canado-québécoise, cela peut poser parfois un problème d'objectivité et de diversité des sources. Il s'agit d'un phénomène qui n'est pas souvent apprécié par les journalistes américains à défaut d'en être les victimes. On peut se demander quelle serait la réaction des Américains si l'on faisait appel uniquement à des journalistes de la Nouvelle-Angleterre pour décrire la dynamique régionale américaine relative au développement économique du Sud-Est des États-Unis, ou exclusivement des journalistes blancs pour traiter les problèmes raciaux qui persistent. Les réactions seraient à juste titre vives. De plus, soulignons ici l'influence des *Editorial Boards* (comités éditoriaux) des différents journaux qui peuvent décider de privilégier, ou à tout le moins d'encourager, une approche plus agressive à l'endroit du Québec relativement à certains sujets. Par exemple, nous avons été témoins de la réaction très négative du *Boston Globe* à la suite des commentaires conciliants du gouverneur du Massachusetts, Paul Celluci, lors de la mission québécoise, dans quatre villes américaines en mai 1998

Ajoutons que, tout comme au Québec, ce ne sont pas nécessairement les bonnes nouvelles qui «se vendent bien», mais plutôt les événements accrocheurs et même potentiellement choquants pour le public visé. Comme nous le verrons plus loin, la façon dont les Américains comprennent les irritants qui résultent de l'application de la réglementation linguistique au Québec fait partie de ces sujets épineux. Mais sans vouloir remettre en cause l'impartialité du journalisme américain sur la question politique québécoise, il est parfois légitime de se demander s'il ne tend pas à adopter une approche partielle. Un événement comme l'affaire Levine (où la nomination du directeur d'un hôpital d'Ottawa fut l'objet de manifestations de haine à cause de ses opinions politiques favorables aux souverainistes), qui fut totalement occulté par la presse américaine (sauf par Colin Nickerson du *Boston Globe*, qui s'est contenté de dire que c'est finalement le premier ministre Jean Chrétien qui a rétabli le calme!), aurait certainement eu plus de visibilité aux États-Unis si c'était au Québec qu'un triste spectacle comme celui-là s'était produit.

Parfois, ce sont des Québécois qui prennent l'initiative de produire des articles négatifs sur le Québec. Certains groupes de pression opposés au gouvernement québécois ou à certaines de ses politiques, convaincus que les Québécois craignent l'opinion américaine, mettent tout en œuvre pour véhiculer une image défavorable du Québec aux États-Unis, et cela souvent avec beaucoup de succès. Même si la

croisade de Howard Galganov à New York et à Washington en septembre 1996, et celle plus récente du chef du Parti Égalité, Keith Henderson, lors du passage de « Mission Québec » dans quatre villes américaines, n'ont pas donné les résultats qu'ils escomptaient, on ne peut nier qu'à force d'insistance, ces critiques contre le Québec finissent par produire un certain effet. L'engagement de firmes de relations publiques chargées de « salir » le Québec (comme ce fut le cas pendant plusieurs mois à partir de septembre 1996), les tournées de chefs autochtones qui ont critiqué de façon virulente les politiques socio-économiques et environnementales du gouvernement du Québec et martelé leur opposition au projet souverainiste – en invoquant la thèse de la partition avec beaucoup de passion – et les articles de l'écrivain anglo-montréalais Mordecai Richler dans de nombreux journaux dont le *New Yorker* et le *New York Times*, ont sans nul doute terni l'image que les Américains se font du Québec.

Mais, même si au Québec on a tendance à réagir de façon sensible à de telles attaques, il est important de comprendre que, le plus souvent, le but ultime de ceux qui entreprennent ces actions est de produire un effet médiatique au Québec. Les activistes anglo-québécois ont bien compris l'impact de l'opinion publique américaine au Québec. Ils utilisent donc souvent cette tribune pour diffuser l'image d'un Québec antisémite et non respectueux des droits de la personne. D'ailleurs, lors d'une mission au Québec, en mai 1997, du représentant américain Tom Campbell (celui qui a été à l'origine des audiences sur le Québec tenues au Congrès américain en septembre 1996), qui visait à parfaire sa connaissance de la situation, ses interlocuteurs anglo-québécois n'ont pas caché leur désir que les États-Unis sachent ce qui se passe au Québec et que l'on y décrive les « violations » dont ils sont victimes.

Il est donc important de ne pas confondre l'image du Québec aux États-Unis d'une part, et les événements concernant le Québec et qui se déroulent aux États-Unis et qui ne sont couverts que par les médias canadiens, d'autre part. Citons par exemple, dans le second cas, les audiences au Congrès portant sur les conséquences de la souveraineté du Québec sur les intérêts américains, demandées par le représentant Tom Campbell, et dans le premier cas, la mission de Howard Galganov en septembre 1996. Il faut d'abord voir d'où viennent de telles initiatives, quels en sont les objectifs et quel auditoire elles visent. Parfois, les médias québécois donnent plus d'importance à une action qui ne vise que le territoire québécois et qui intéresse peu les États-Unis.

LES MILIEUX DES AFFAIRES ET DE LA FINANCE ET LA QUESTION QUÉBÉCOISE

Depuis le discours de René Lévesque prononcé devant l'*Economic Club* de New York, le 25 janvier 1977, les milieux des affaires et de la finance américains suivent de très près l'évolution de la question constitutionnelle canadienne et de la possible accession du Québec à la souveraineté. Non seulement ces milieux suivent de près les bonnes affaires qu'ils peuvent réaliser au Québec depuis quelques décennies (coupe de bois, mines, finances publiques, etc.) mais ils s'intéressent aussi aux emprunts massifs que fait le gouvernement du Québec sur le marché new-yorkais pour ses propres besoins et pour le financement des barrages d'Hydro-Québec.

Dans le puissant milieu financier américain, on suit depuis longtemps la situation du Québec sous l'angle du dollar et on est donc moins susceptible de se laisser influencer par le dénigrement de la presse à sensation. L'analyse de la situation est basée sur des données factuelles, vérifiables et tient compte des enjeux politico-économiques de fond. On met aussi les choses en perspective en comparant la situation du Québec à celle d'autres régions dans le monde. Bien que les analystes américains aient accès aux données, le gouvernement québécois, quel que soit le parti au pouvoir, a toujours jugé, à juste titre, qu'il était important de rencontrer les personnes qui s'intéressent au Québec et qui appartiennent au milieu des finances. D'où le pèlerinage annuel à New York du ministre des Finances, ou même du premier ministre du Québec, après le dépôt du budget du gouvernement.

L'importance vitale des exportations aux États-Unis pour l'économie québécoise (82 % des exportations à l'étranger en 1997) et l'apparition d'un régionalisme commercial dans le Nord-Est de l'Amérique, qui résulte de la libéralisation du commerce entre le Canada et les États-Unis, incitent non seulement le gouvernement du Québec, mais également le milieu québécois des affaires à s'intéresser plus à fond au développement des liens stratégiques économiques régionaux.

C'est dans cette optique que s'est déroulée la dernière mission du Québec aux États-Unis en mai 1998 (Boston, Atlanta, Chicago, Philadelphie) qui, avec le premier ministre Bouchard à la tête d'une cinquantaine de représentants, principalement du milieu des affaires du Québec, a tenté de corriger les mauvaises perceptions des Américains à l'endroit du Québec. Bien que cette mission n'ait pas, de façon significative, défrayé les manchettes des journaux américains (sauf l'article négatif à la une du *Boston Globe*), elle a permis de démontrer aux interlocuteurs américains intéressés qu'il existait au Québec, au-delà de la question constitutionnelle, d'importants consensus socio-économiques et, donc, une stabilité et un dynamisme économique

propices à l'établissement de liens d'affaires et à l'investissement. De plus, les liens commerciaux entre le Québec et les États-Unis permettent aux gens d'affaires de prendre conscience de leurs intérêts communs, et améliorent par le fait même l'image du Québec aux États-Unis. L'un des moyens les plus efficaces de corriger les fausses images demeure les rencontres personnelles suivies.

LE CARACTÈRE FRANCOPHONE DU QUÉBEC

Le caractère francophone du Québec, de par sa spécificité, peut à la fois nuire et aider à l'image des Québécois qu'entretiennent les Américains. Il est très difficile pour l'Américain moyen de comprendre la nécessité des diverses politiques linguistiques adoptées au Québec, mais il est facile de soulever son indignation au sujet de ce qu'ils considèrent comme des « irritants institués pour opprimer la minorité québécoise ».

Pour la vaste majorité des Américains qui analysent la situation canadienne d'après leur conception de ce qu'est un pays comme le leur (*one nation, one flag, under one God* et donc aussi *one language* – une nation, un drapeau, un Dieu et une langue), l'intégration doit éventuellement mener à l'assimilation, sinon elle est porteuse de division et de graves problèmes entravant le développement du pays. Ils sont effrayés à l'idée que l'on puisse contrôler la langue d'affichage et pensent souvent que le fait de vouloir vivre en français au Québec implique que l'on veuille se couper du reste de l'Amérique du Nord. C'est ainsi qu'ils considèrent la progression de l'espagnol aux États-Unis, qui leur apparaît comme une menace. Les dernières initiatives en la matière, par exemple le dernier référendum en Californie (1996) où il y a eu plus de 60 % de votes en faveur de la Résolution 227 abolissant les écoles bilingues, tendent à lutter contre la présence d'une autre langue que l'anglais dans leur société. Sans s'embarrasser des éléments politiques, sociaux, économiques, culturels et historiques qui distinguent les deux situations, ils associent presque automatiquement la présence du français au Canada à celle de l'espagnol aux États-Unis, avec toutes les connotations négatives que cette association comporte pour le Québec. Pour eux, l'« exemple » québécois est à éviter à tout prix et ils croient que là est la source des problèmes constitutionnels canadiens et qu'il est inconcevable de vouloir briser un si beau pays pour cette raison.

C'est dans cette foulée que le président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, a cité les exemples (à ne pas suivre) du Québec et de la Belgique dans un discours à saveur électorale, prononcée en 1996, pour s'attaquer ensuite à la progression de l'espagnol aux États-Unis. Au Congrès, le débat de près de douze heures, tenu au printemps

de 1998, sur l'autodétermination et la possible annexion de Porto Rico aux États-Unis a donné lieu à une quantité surprenante de références au Québec, toujours dans une optique très négative. Les opposants à l'annexion se référaient à la situation du Québec pour prédire la progression des tensions et même le fractionnement des États-Unis, qu'occasionnerait le caractère majoritairement hispanophone de l'île de Porto Rico. Les partisans de l'annexion, pour leur part, s'appuieraient sur les différences entre la situation québécoise et la situation portoricaine pour prédire que l'annexion de Porto Rico ne serait pas aussi dommageable que ce qui se passe au Canada. Bref, la spécificité francophone du Québec comporte des éléments qui, selon la perspective américaine, ne peuvent être que négatifs. Mais ce que l'on a tendance à oublier ou à éluder trop facilement, ce sont les aspects positifs que comporte pour les Américains la présence du français au Québec.

Notre langue nous a permis d'établir des relations privilégiées avec les communautés franco-américaines et de faire figure de chef de file dans la promotion du français en Amérique du Nord. Les programmes de coopération avec les communautés francophones de la Nouvelle-Angleterre et de la Louisiane (en collaboration avec la France et la Belgique) ont fait du Québec le chef de la francité nord-américaine. Par ces programmes d'échange et de soutien dans les domaines de l'éducation, des médias, de la culture et des affaires francophones, pour ne nommer que ceux-là, le Québec a contribué à protéger ces minorités contre l'érosion du français. Cependant, alors qu'au Québec on veut vivre en français dans une société moderne et ouverte, au travail comme à la maison, dans ces communautés franco-américaines, le fait français est plus marginalisé et fait rarement partie du quotidien. Ainsi, on fait souvent un parallèle entre le Québec et les communautés franco-américaines, ce qui donne parfois aux Américains l'impression qu'au Québec, on veut s'isoler, dans la mesure où les francophones ne s'assimilent pas.

Grâce à la présence francophone au Québec, les Américains peuvent venir y apprendre le français, ce qui leur permet de découvrir les vraies réalités québécoises. Les cours de langue et d'immersion en français renforcent la crédibilité du Québec auprès de personnes qui auront peut-être, un jour, un rôle à jouer de décideur. Stuart Smith, responsable du dossier québécois au secrétariat d'État américain, de 1996 à 1998, en est l'exemple parfait : il a appris le français en 1986 en suivant un cours d'immersion, à l'Université Laval à Québec. Quand il a assumé le pupitre du Canada au secrétariat d'État, il comprenait déjà très bien le Québec, n'avait aucun préjugé à l'égard de « l'accent québécois » et était sensible et ouvert au désir des Québécois de vivre en français dans une société moderne et nord-américaine. Tout en étant très professionnelles, ses analyses reflétaient ses perceptions réalistes de la situation.

La formation linguistique et la venue au Québec de professeurs américains qui enseignent le français aux États-Unis contribuent non seulement à la diffusion des réalités québécoises, mais à la vente de matériel et de services pédagogiques québécois. D'ailleurs, la tenue au Québec, une fois tous les quatre ans, du congrès de l'*American Association of Teachers of French*, qui regroupe plus de 10 000 professeurs de français aux États-Unis, resserre les liens tout en stimulant l'économie québécoise. Or, il faut se rappeler que, même si la spécificité linguistique du Québec irrite à certains égards les Américains et nuit à notre image, elle comporte aussi des aspects très favorables. Les domaines culturels, mais surtout le tourisme, illustrent bien ce côté positif du caractère francophone québécois.

LE RAYONNEMENT CULTUREL ET LE TOURISME

Par leur créativité et leur grande capacité à innover, les industries culturelles québécoises contribuent à donner une image moderne, positive et dynamique du Québec. Que ce soit en sillonnant les États-Unis ou en participant à des événements comme le Festival de Montréal qui, pendant plus de six mois en 1998, s'est déroulé au renommé centre culturel d'Annenberg de l'Université de la Pennsylvanie à Philadelphie, les artistes québécois sont remarquablement appréciés par nos voisins du Sud. Malgré la barrière linguistique, le Québec n'a aucun mal à aller chercher sa part de prestige dans ce marché qui est essentiel à la survie de ses industries culturelles.

En fait, les Robert Lepage et Céline Dion, l'Orchestre symphonique de Montréal, le Cirque du Soleil et bien d'autres, sont d'excellents ambassadeurs du Québec aux États-Unis et y font apprécier les spécificités québécoises. Tout en dédramatisant nos différences culturelles et en faisant au contraire un atout, ils nous permettent de joindre dans un contexte non politisé d'importants décideurs américains.

L'industrie touristique québécoise, elle, est pleine santé et profite grandement de l'apport des touristes américains pour qui le Québec est devenu très attrayant, les faibles coûts de consommation et la valeur du dollar canadien y contribuent largement. Mais ce sont la spécificité francophone, la qualité des restaurants, l'aspect sécurisant et la beauté de nos villes, la présentation de festivals de très grande qualité et l'accès facile aux sites naturels, au ski et à la pêche, qui font du Québec une destination de choix. En conséquence, l'industrie touristique transmet une image favorable du Québec et permet aux visiteurs américains d'apprécier l'accueil, l'ouverture et la joie de vivre de son peuple.

EN GUISE DE CONCLUSION

Plusieurs bons ouvrages ont été consacrés aux divers aspects des relations québéco-américaines, mais aucune analyse en profondeur ne s'est attachée à la représentation que les États-Unis se font du Québec. Nous avons tenté ici d'identifier les divers secteurs de la société américaine qui comptent le plus dans la définition de cette image globale. Nous avons également essayé de démystifier un processus très complexe. Il est vrai que la très vaste majorité des Américains ne connaissent pas le Canada et encore moins le Québec ; il est prévisible également que cette situation persiste encore. Cependant, les Américains qui s'intéressent de près au Québec sont souvent bien placés pour influencer de façon déterminante la perception américaine.

C'est pourquoi il faut apporter des nuances quand on se permet de parler de l'image du Québec aux États-Unis. Par exemple, l'auditeur de l'émission *60 Minutes*, qui n'a vu du Québec que le reportage biaisé sur la langue diffusée, en 1998, n'a certainement pas la vision exacte du spécialiste américain des affaires canadiennes qui parle français, qui s'intéresse au Québec, qui y a beaucoup voyagé, qui publie sur la question et à qui le Congrès américain demande son avis. C'est justement pour éviter les généralisations sur l'image du Québec aux États-Unis que nous avons voulu mettre en relief le caractère très varié des diverses composantes et la complexité du processus.